



Communiqué de presse du 27 juillet 2020.
Sommet Européen :
En dépit de la propagande macronienne largement relayée

Une Réalité :

Les peuples Européens perdants et les enjeux écologiques et sociaux d'aujourd'hui et de demain sacrifiés !



Le conseil Européen qui vient de se conclure a donné le triste spectacle d'une Union européenne dominée par l'esprit de compétition, la concurrence et l'égoïsme étroit d'une poignée d'Etats membres.

Son résultat est une très mauvaise nouvelle pour les peuples européens. Les subventions atteignent péniblement 390 milliards d'euros, en deçà de la proposition de 500 milliards d'Emmanuel Macron et Angela Merkel et bien loin des 2000 milliards réclamés par le Parlement européen et par le commissaire français Thierry Breton il y a quelques semaines.

Le budget européen a servi, à nouveau, de marge de manœuvre.

Son montant est très loin des exigences du Parlement Européen et des besoins pour les prochaines années : **le second pilier de la PAC, consacré notamment au financement de la conversion écologique de l'agriculture, se voit largement amputé à l'heure où la Commission européenne prétend faire de l'Europe un modèle écologique** ; le programme de recherche Horizon Europe ou encore le Fond de Transition Juste, visant justement à accompagner la transition écologique, baissent largement par rapport aux propositions initiales ; **le programme de santé EU4Health disparaît complètement alors qu'il avait été introduit en réaction à la faillite de l'Union européenne pendant la crise sanitaire.**

Pire encore, la mise en place de nouvelles ressources propres n'a connu aucune avancée. Les subventions allouées aux États membres devront être remboursées par ces mêmes États, au prorata de leurs contributions au budget de l'Union européenne. Les prêts, qui atteignent 360 milliards, devront l'être également.

Le prix à payer sera donc un nouvel accroissement de la dette des États, sans qu'aucune mesure d'annulation de la dette ne soit examinée.

À l'inverse, les partisans de l'orthodoxie budgétaire auront obtenu la mise en place d'un frein d'urgence permettant de bloquer le versement des fonds d'un État qui ne s'engagerait pas dans un programme de réformes structurelles.

L'Union Européenne n'a donc à nouveau que l'austérité budgétaire à offrir comme horizon.

Ce sommet européen est aussi un échec majeur pour Emmanuel Macron :

♦ Il prétendait vouloir profiter de la relance pour donner un nouveau souffle à la construction européenne. Il a finalement subi la loi du club des radins avec à leurs têtes, le dirigeant d'un paradis fiscal qui capte chaque année plus de 10 milliards d'euros de ressources fiscales au détriment des autres pays de l'Union européenne ;

♦ il avait fixé pour priorité de sauvegarder le budget de la Politique Agricole Commune. Celui-ci subit une coupe historique ;

♦ enfin, alors qu'il déclarait au début de l'année 2020 que les rabais budgétaires n'avaient pas vocation à subsister après le Brexit, il a finalement cédé aux frugaux qui font la bonne opération en voyant leur rabais augmenter sensiblement.

Ce nouvel épisode renforce l'impasse que constitue la construction européenne actuelle et ses dogmes néolibéraux.

À l'heure où se présentent devant nous l'urgence sociale, l'impératif de la bifurcation écologique et de la relocalisation industrielle, cet accord augure d'un avenir bien sombre pour les peuples européens.